

Burundi : Human Rights Watch dénonce le racket des Imbonerakure

RFI, 06-12-2019 Human Rights Watch publie un rapport sur les abus liés aux contributions volontaires pour financer les élections de 2020 au Burundi. Le gouvernement organise une campagne nationale depuis fin 2017 pour recueillir des dons afin d'avoir assez de fonds pour organiser ces élections. Mais d'après le rapport de l'ONG, ces contributions sont en fait des versements rendus obligatoires notamment par les Imbonerakure, la ligue jeune du parti au pouvoir, le CNDD-FDD.

Human Rights Watch évoque des citoyens qui ont dû payer plusieurs fois la contribution, parfois une somme supérieure au montant officiel. Selon l'ONG, il y aurait de nombreux abus de la part des administrations locales mais aussi des Imbonerakure. Cette ligue de jeunes du parti au pouvoir est décrite dans le rapport comme travaillant aux côtés de la police. Une ligue qui n'hésite pas à user de violences et d'intimidations pour obliger les citoyens à payer ce qu'ils considèrent comme une taxe. Dans certaines régions, l'ONG dénonce même la présence de barrages routiers montés par les Imbonerakure, afin d'interdire le passage aux personnes n'ayant pas de preuve de paiement de la contribution. L'accès aux soins, aux hôpitaux ou à tout service public dépend également du versement de la taxe. Human Rights Watch s'interroge dans son rapport sur le rôle de cette ligue de jeunes, qui n'a également aucune autorité dans les tâches administratives comme la collecte d'argent. Mais son influence depuis décembre 2017 et le lancement des contributions volontaires se serait considérablement élargie. L'ONG s'inquiète maintenant d'une intensification des tensions à l'approche des élections présidentielle et législatives en mai 2020. Il y a des victimes qui disent qu'ils travaillent en partenariat avec les autorités locales. Lewis Mudge, responsable de l'Afrique centrale pour Human Rights Watch

LIRE L'INTEGRALITÉ DU RAPPORT DE HRW